

PREMIER JOUR DE VOTE POUR LES ALGÉRIENS DE FRANCE

Pas de rush, affluence timide

Samedi 4 avril, 9h30 mn : consulat général de Paris, à Jaurès, dans le XIX^e arrondissement : une file d'une dizaine de personnes qui attendent d'entrer, les organisateurs ayant installé un contrôle des cartes d'électeurs pour orienter les arrivants vers les bureaux de vote et prendre en charge, pour les inscrire et les laisser voter, ceux qui ne sont pas munis de ces cartes.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Ce poste consulaire de Paris comprend 73 873 officiellement inscrits, soit le deuxième poste en importance numérique pour tout l'Hexagone. Dans l'immense salle qui nous fait face, la quarantaine d'électeurs n'a pas de mal à signer les registres, pas de file d'attente. C'est bien loin du rush, l'affluence n'est pas importante, mais le flot de tout petits groupes est régulier.

Au simple coup d'œil aux urnes — en plexiglas transparent — pas beaucoup de bulletins déposés, mais il est vrai qu'il n'est que dix heures, soit deux heures après l'ouverture du scrutin. C'est, bien sûr, ce que nous dit M. Hassaïd, observateur officiel dans le bureau de vote du candidat Bouteflika. Il n'est pas le seul à «observer» pour le président-candidat: ils sont trois, assis en rang d'oignons, à scruter les entrées et sorties.

Alors que nous nous éloignons, ma consœur d'*El Watan* et moi-même, il nous rappelle pour nous dire : «S'il n'y a pas beaucoup de monde, c'est parce qu'on est samedi et que les électeurs sont d'abord allés faire leur marché. Vous allez voir, il y aura plus de monde cet après-midi.»

Sur les murs, deux portraits géants et seulement deux : celui, bien sûr, du

candidat Bouteflika et un autre, tout aussi grand, du candidat d'El Islah, Mohamed Djahid Younsi. Une électrice, la soixantaine, à qui nous demandons si elle pouvait nous dire pour qui elle a voté, nous répond, en arabe : «Pour errais Bouteflika, bien sûr.»

Lorsque nous lui montrons le deuxième portrait et lui demandons si elle connaissait ce candidat, la réponse est nette : «Pas du tout, de toutes les façons, Bouteflika au moins on le connaît !»

Discussion vive à quelques pas de là entre une représentante du candidat Bouteflika, encore une, députée du FLN de son état, et un jeune. Nous approchons ce jeune qui n'est autre que le représentant du candidat Younsi.

Accessoirement, ce jeune, Djabri Ridha, est le demi-frère du candidat, avons-nous appris sur place. Pour lui, tout se passe normalement sauf «qu'il est anormal qu'en dehors des représentants du candidat Bouteflika et de notre candidat, il n'y ait aucun autre représentant pour les quatre autres adversaires».

Lorsque nous lui faisons remarquer que son candidat a été totalement absent lors de la campagne électorale ici à Paris, il nous rétorque : «Nous n'avons pas les moyens de nous payer un avion pour venir en France

battre campagne.» Vous avez tout de même eu un milliard et demi de centimes, non ? En guise de réponse : «Qu'est-ce que cette somme, cela ne fait que 150 000 euros.» Et d'enchaîner : «Malgré les faibles moyens qui nous ont été alloués, nous sommes les seuls, en dehors de Bouteflika, à s'être donné la peine d'apposer une affiche partout de notre candidat.»

Le vice-consul et président de ce siège consulaire, Mohamed Bencharif, à qui nous demandons son sentiment sur ce début de scrutin, a eu cette réponse : «Vous le constatez vous-mêmes, c'est une ambiance conviviale et familiale» (quel doux euphémisme !). Au moment où il nous donnait quelques informations techniques et statistiques, il aperçoit l'ambassadeur qui venait voter. Il nous plaqua là aussi sec, en plein milieu de ses explications, pour rejoindre le premier diplomate. Nous aurons peut-être un peu plus de chances lors d'une prochaine virée.

Consulat de Bobigny : même affluence aussi timide

Le consulat de Bobigny est le poste consulaire qui regroupe le plus grand nombre d'électeurs en France, soit 85 575 inscrits. Vraiment très peu de monde

sur le parcours qui nous y amène et pourtant il est midi passé. Après le passage par un service d'ordre qui fouille les sacs et autres bagages, nous pénétrons une vaste cour assez déserte, mais au loin, là aussi, une file de citoyens, 80 à 100 personnes, qui attendent d'être orientés vers les bureaux de vote. A l'intérieur de ces derniers, pas beaucoup de monde.

L'organisation semble huilée, parfaite. Chérif Benfoddil, vice-consul et responsable de ce centre de vote, à qui nous demandons son point de vue sur ce début de scrutin, nous répond : «Je suis très satisfait, les choses se passent normalement et nous n'avons aucun problème matériel.» Quant à l'appréciation de l'affluence, sans vouloir s'engager, il se risque à dire qu'elle est meilleure que lors des der-

nières élections (législatives). Il ne va pas plus loin dans ses explications et nous met en contact avec M^{me} Mebarki Fouzia, chargée de la communication pour ce scrutin dans cette circonscription. Il faut relever que c'est là une première, même au consulat général, aucune personne n'a été spécialement dédiée à la communication et au contact avec la presse. La diplomate chargée de la communication nous explique que tout se passe bien et qu'il n'y a eu aucun incident et dans aucun des dix bureaux de vote ouverts pour la circonstance. Elle ajoute que si elle avait un commentaire à faire pour cette première matinée de vote, c'est celui relatif «au nombre plus important de femmes par rapport aux hommes alors qu'aux consultations précédentes, les femmes votaient généra-

lement l'après-midi». Nous apercevons, là aussi, le représentant du candidat d'El Islah qui tourne partout.

A la sortie, sur le long chemin qui nous mène au métro, nous abordons un couple venu voter accompagné de leur jeune enfant. «Nous vous avons vus voter tout à l'heure. Nous sommes journalistes. Est-ce que vous pourriez nous dire pourquoi vous avez voté et pour qui ?» «Nous avons voté pour être en règle et ne pas avoir la peur au ventre lorsque nous rentrons au pays si jamais ils nous demandaient notre carte d'électeur...» Il est très vite interrompu par sa femme qui lui demande d'arrêter et nous l'entendons lui crier : «Tu es très imprudent, et tu ne lui as même pas demandé pour quel journal elle travaille.»

K. B.-A.

Jours de vote en Belgique

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Depuis hier, les Algériens de Belgique et du Luxembourg ont commencé à voter.

Comme la loi le permet, nos compatriotes dans ces deux pays peuvent se rendre aux urnes jusqu'à jeudi 9 avril.

Pour ce scrutin, plusieurs bureaux ont été ouverts. En fonction de la concentration des Algériens, le dispositif mis en place couvre

Liège, Mons, Charleroi (Wallonie - sud du pays - francophone) ainsi que Gand (Flandre, nord du pays) et Bruxelles.

Sur 23 000 Algériens inscrits sur les tablettes consulaires, 15 000 sont en âge et en droit de voter. A partir de demain, tous les centres seront fermés et ceux qui désirent voter le feront à Bruxelles, siège du consulat d'Algérie.

A. M.

MALGRÉ LES ASSURANCES DES POUVOIRS PUBLICS
Manque important de sang dans les hôpitaux

Le sang manque dans les hôpitaux algériens. Le constat est établi par l'ensemble des intervenants dans ce domaine. Le 30 mars dernier, à l'occasion de la célébration de la journée maghrébine du don de sang, la sonnette d'alarme a été tirée et des appels pressants ont été lancés en direction des pouvoirs publics pour «pallier cette situation».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -Selon des sources hospitalo-universitaires, les banques de sang ont connu une baisse sensible de leurs stocks depuis fin 2008.

Les besoins de sang ont été fortement ressentis au niveau des différentes structures sanitaires à la fin du premier trimestre de l'année en cours.

Face à cette situation, la sonnette d'alarme a été tirée et une campagne de sensibilisation sera lancée très prochainement auprès de la population pour encourager le don de sang.

Selon nos sources, cette baisse de sang est la résultante de deux facteurs. Le premier est relatif à la réduction significative du nombre de donneurs de sang, alors que le second à la hausse de la demande, notamment durant ces deux dernières années.

Cette situation n'est pas sans répercussion sur les thalassémiques, les hémophiles ou encore les cancéreux, qui ont lancé des appels de détresse car ils

peinent à chaque fois à trouver des donneurs. D'ailleurs, le secrétaire général de la Fédération algérienne des donneurs de sang, Kaddour Gherbi, avait reconnu que «les donneurs réguliers ne sont pas nombreux et la plupart des dons sont familiaux».

Ce qui est «inquiétant», «d'autant que les besoins sont énormes». Mais ce dernier atténue ses propos en affirmant que la situation n'est pas aussi alarmante puisqu'«on ne parle de pénurie que lorsque les besoins ne sont pas satisfaits, ce n'est pas le cas aujourd'hui».

Certes, le problème se pose pour certains groupes sanguins rares, mais, dans l'ensemble, les demandes sont honorées». «A ce que je sache, aucun malade n'est mort à cause d'un manque de sang», a-t-il rassuré.

De son côté, l'Agence nationale du sang relativise la gravité de ce problème. Selon les chiffres qu'elle a rendus publics récemment, le nombre de donneurs de

sang a doublé en dix ans : de 174 405 en 1994, il est passé à 305 869 en 2004. En 2005, les dons ont encore augmenté pour atteindre 322 191, ce qui représente 9,79 dons pour 1000 habitants.

L'augmentation du don de sang a été également palpable ces trois dernières années, précise-t-on encore. Pour preuve, la moyenne nationale est aujourd'hui de l'ordre de 10,81 dons pour 1 000 habitants.

Selon cette agence, on n'est pas loin de la moyenne mondiale. «Cependant, et c'est là que le bât blesse, de nombreux médecins relèvent que nos structures hospitalières éprouvent des difficultés à constituer des stocks de produits sanguins pour satisfaire les besoins lors d'interventions chirurgicales.

De plus, la plupart des hôpitaux ont besoin de nouveaux équipements de séparation des composants du sang. Quant aux centres de transfusion sanguine (CTS), la majorité d'entre eux sont dans un mauvais état et nécessitent une mise à niveau».

Certes, l'Algérie enregistre environ 340 000 dons de sang par an et compte à peu près entre 60 000 et 65 000 donneurs de sang à travers le territoire national,

mais cela reste insuffisant puisque 80 % de ces dons sont familiaux intervenant généralement en cas d'urgence.

Un autre facteur à l'origine du manque de sang : «Des citoyens appréhendent beaucoup le manque de sécurité et de contrôle relevé au sein des CTS. C'est ce qui explique cette baisse sensible du nombre de donneurs d'une manière significative.

A la lumière de ces données, il est clair que la promotion du don de sang en Algérie est tributaire de la mise en place des meilleures conditions pour remédier à ces carences. Une prise de conscience est plus qu'urgente.»

Il est à noter que du point de vue potentiel humain, l'Algérie dispose de 250 médecins travaillant dans le secteur de la transfusion sanguine.

Ces moyens sont toutefois loin d'être satisfaisants. «Pour cela, à l'instar des citoyens qui sont appelés à offrir un peu de leur sang, l'Etat algérien, en l'occurrence le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, est aussi partie prenante et doit mettre en œuvre une stratégie à même de faciliter cette opération», ajoute-t-on.

A. B.

SYNDICAT NATIONAL
DES JOURNALISTES

(SNJ)

Communiqué

Le Syndicat national des journalistes informe l'ensemble des journalistes algériens que la campagne d'adhésion et de ré-adhésion dans ses rangs est prolongée jusqu'au 20 avril 2009.

Il invite, à cet effet, l'ensemble de ses adhérents, de même que tous ceux désirant intégrer le SNJ à fournir un dossier comprenant :

- une fiche d'adhésion à remplir
- deux photos
- des frais de cotisation de 600 DA
- un document justifiant l'exercice du métier de journaliste.

Le dépôt du dossier se fera au niveau des sections syndicales de wilaya, d'entreprise, ou alors au niveau du centre d'Alger de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), sise à la maison de la presse Tahar-Djaout 1, rue Bachir-Attar Alger, et ce, avant la date indiquée plus haut.

N. B. : pour tout renseignement supplémentaire, veuillez nous contacter aux :

Tél. : 0554 83 91 33

Tél.-fax : 021 67 36 61

**P/ Le Syndicat national des journalistes,
le secrétaire général
Kamel Amarni**